



Le 26 mars 2017

DECLARATION du 26 mars 2017

Mesdames, Messieurs,

Les sections syndicales FO, CGT et SOLIDAIRES de la DGFIP de la Haute-Loire vous remercient d'avoir répondu à l'appel à manifester ce jour pour la défense du service public de proximité.

Nous sommes aujourd'hui à VOREY pour défendre l'avenir immédiat de la trésorerie qui connaît un processus d'asphyxie pure et simple: après avoir supprimé l'emploi de contrôleur au 1er janvier 2017, la direction locale va trouver prétexte aux difficultés rencontrées par les agents restant sur place pour annoncer la fermeture de la trésorerie.

La DGFIP (Direction Générale des Finances Publiques), partenaire historique des collectivités locales, est engagée dans une entreprise de fermetures de trésoreries sans précédent.

Frappée de plein fouet par la politique drastique de réduction des budgets, elle-même imposée par l'Union Européenne pour satisfaire les marchés financiers, l'administration fiscale cherche à adapter son réseau à la diminution des effectifs (plus de 2000 par an depuis 2002) et à la réforme territoriale imposée par la loi NOTRÉ.

Pour parvenir à ses fins, et dans la continuité du Pacte de Responsabilité destiné à réaliser 50 milliards d'économies, la Direction Générale met en place ses fameuses « lignes directrices » qui sont un véritable inventaire à la Prévert de la liquidation programmée de notre administration. Ainsi toutes les missions des Finances Publiques sont atteintes.

Dans notre département, le recouvrement de l'impôt des particuliers est actuellement transféré des trésoreries de St Paulien et Paulhaguet vers les SIP (Service des Impôts des Particuliers) du PUY EN VELAY et de BRIOUDE. La direction locale prévoit de généraliser ce transfert de mission qui a pour finalité de réduire à une coquille vide les services de proximité. Des fermetures de postes ont déjà eu lieu : PRADELLES, FAY SUR LIGNON, MONTFAUCON et ST JULIEN CHAPTEUIL.

Pour justifier la fermeture de la trésorerie de VOREY, notre direction départementale mettra en avant le développement de l'Internet (l'e-administration). Or, ce mode de contact n'instaure en aucun cas une égalité d'accès devant les services publics. Les personnes âgées, loin de maîtriser l'outil informatique, les contribuables en situation difficile ainsi que les interdits bancaires seront privés de la convivialité rassurante d'un accueil à un guichet de proximité et devront se déplacer à

leurs frais vers le Centre des Finances Publiques le plus proche, donc au Puy. De même, les élus locaux n'auront plus l'interlocuteur privilégié et à leur écoute qu'est le trésorier local unanimement apprécié.

Bien qu'emblématique ici, la suppression de la trésorerie de VOREY pourrait en cacher d'autres : PAULHAGUET, ST PAULIEN, STE FLORINE, SAUGUES, TENCE, BAS EN BASSET... ?

Dans le même temps, la Direction Générale de notre administration est en train de déployer des Centres de Services Communs (CSC), des SAR (Service d'Aide au Recouvrement) ou autre SFACT (Services Facturiers). Derrière ces acronismes barbares, se cache la volonté de confier à une seule structure par département les tâches effectuées jusqu'à présent par chaque trésorerie. Confier à cette structure, en ayant recours au travail à distance, l'essentiel des missions des comptables publics, notamment le visa et l'exécution des dépenses et des recettes, serait le prétexte tout trouvé pour fermer les trésoreries dont la perte de la plus grande part de l'activité ne justifierait plus le maintien des personnels.

Le dépeçage des trésoreries rurales ne fait qu'anticiper celui d'autres services :

- fusion de services identiques : quel avenir pour le SIE (Service des Impôts des Entreprises) de BRIOUDE actuellement objet d'une expérimentation de travail à distance avec le SIE du PUY EN VELAY ?
- réduction du rôle des SIP (Service des Impôts des Particuliers), SIE (Service des Impôts des Entreprises) et trésoreries comme services de proximité : plages d'accueil réduites et offre de rendez-vous systématique. Obligés d'utiliser les services en ligne, les usagers ne devront plus se déplacer !
- Suppression de l'encaissement du numéraire par les trésoreries au mépris des usagers et des collectivités.

Le prélèvement à la source de l'impôt sur le revenu qui doit être mis en place à compter du 1er janvier 2018 sera tout sauf une simplification administrative, mais sera bien le prétexte à de nouvelles suppressions d'emplois, et source de complication pour le contribuable.

En effet, non seulement il y aura toujours une déclaration d'impôt à faire mais les contribuables salariés, retraités et chômeurs seront confrontés à 2 interlocuteurs : l'administration fiscale et le tiers collecteur (employeur -organisme de retraite – pôle emploi).

Dans un contexte de réductions des dotations de l'Etat aux collectivités locales toutes ces restructurations participent au désengagement total de l'Etat dans ses missions de service public au service des citoyens. Cette politique ne peut qu'engendrer le recul des principes républicains garantissant l'égalité de traitement des citoyens et la désertification accrue de l'ensemble des zones rurales. La contraction des services de l'Etat et tout particulièrement de la DGFIP ne peut répondre aux attentes du public et des collectivités locales ni à celles des personnels.

Les représentants des personnels FO, CGT et SOLIDAIRES défendent une autre vision que celle d'une administration virtuelle uniquement à l'écoute des plus aisés et des plus instruits. Ils condamnent également la fausse solution des « Maisons de Service au Public » fourre-tout qui sont chargées d'accomplir des missions de services publics ou privés, en employant des personnels qui n'ont pas les compétences multiples requises, et dont le fonctionnement est mis à la charge, le plus souvent, des collectivités territoriales.

Sans service public de proximité accessible à tous, ce sont les fondements de la République qui sont attaqués.

L'expérience d'autres départements nous enseigne que la mobilisation des élus locaux et des personnels ont fait reculer la Direction Générale des Finances Publiques dans la mise en œuvre de restructuration du réseau.

Il n'est pas trop tard pour organiser la résistance ! Que cette manifestation soit le prélude à d'autres actions, pourquoi pas devant la Direction Départementale des Finances Publiques ou à la Préfecture !

Exigeons ensemble de la Direction Départementale des Finances Publiques de Haute-Loire qu'elle abandonne toute idée de recul des services publics dans ce département !

Exigeons la garantie du maintien pérenne de la trésorerie de VOREY et, pour ce faire, la réimplantation de l'emploi supprimé !